

Canada - United States  
Inter-Parliamentary Group  
Canadian Section



Groupe interparlementaire  
Canada - États-Unis  
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne  
concernant sa participation à la Réunion annuelle de la  
*Western Governors' Association* 2009**

**Groupe interparlementaire Canada-États-Unis**

**Park City, Utah, États-Unis d'Amérique  
Du 14 au 16 juin 2009**

## Rapport

Du 14 au 16 juin 2009, le sénateur Jerry Grafstein, coprésident de la Section canadienne du Groupe interparlementaire (GIP) Canada-États-Unis, et M. Brad Trost, député, vice-président du GIP, ont assisté à une réunion de *la Western Governors' Association* (WGA) à Park City (Utah). En plus de parler avec huit gouverneurs et un certain nombre de premiers ministres provinciaux, le sénateur Grafstein et M. Trost ont également pu parler avec les secrétaires américains Steven Chu et Tom Vilsack, le président de la Banque mondiale Robert Zoellick et M<sup>me</sup> Nancy Sutley, qui préside le Conseil de la Maison-Blanche sur la qualité de l'environnement.

Les 19 États de la WGA (voir l'annexe) et le Canada entretiennent des relations mutuellement bénéfiques, et neuf de ces États ont le Canada pour principal marché d'exportation étranger. D'après des chiffres récents, plus de 2,3 millions d'emplois dans les 19 États dépendent du commerce canado-américain. Les échanges bilatéraux sur 12 mois ont été récemment évalués à près de 126 milliards de dollars américains. Plus précisément, les États de la WGA ont exporté pour 45,9 milliards de dollars de marchandises vers le Canada et importé du Canada pour un peu plus de 80 milliards. Par ailleurs, les résidents du Canada et de ces États américains se rendent fréquemment visite. À en croire des données récentes, les Canadiens ont fait plus de 7,9 millions de visites dans les États de la WGA sur un an et y ont dépensé plus de 4,2 milliards de dollars américains, tandis que les résidents de ces États ont fait près de 3,9 millions de visites au Canada, où ils ont dépensé près de 2,4 milliards de dollars.

La *Western Governors' Association* comprend les gouverneurs des 19 États de l'Ouest ainsi que de la Samoa américaine, de Guam et des îles Mariannes du Nord. Les premiers ministres canadiens de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba participent également aux activités de la WGA. Celle-ci utilise six stratégies de base : définir et communiquer une politique régionale; servir de forum du leadership; renforcer les capacités régionales; mener des études et en diffuser les conclusions; former des coalitions et des partenariats afin de servir les intérêts régionaux; et mieux faire comprendre au public les enjeux régionaux et les positions stratégiques afin qu'il les soutienne.

L'interaction avec les gouverneurs permet aux membres du GIP d'arriver plus facilement à cerner les points de convergence dans les politiques nationales respectives, à amorcer un dialogue sur les points de divergence, à encourager les échanges d'information et à promouvoir une meilleure entente sur des sujets de préoccupation communs. En outre, les réunions offrent aux membres du GIP une occasion importante de faire des commentaires sur des questions concernant les différents États qui ont une incidence sur le Canada, et de s'informer à leur propos. C'est pourquoi la Section canadienne du GIP entend continuer de participer aux rencontres des gouverneurs.

Ce rapport résume les débats des quatre séances plénières et les deux discours liminaires prononcés à la réunion de Park City. Les séances plénières et les discours liminaires portaient en particulier sur les thèmes suivants :

- La gestion de l'eau dans un monde en mutation (séance plénière);
- Ce que pensent réellement les Américains (discours liminaire);
- Exploiter le potentiel de l'Ouest en matière d'énergie renouvelable (séance plénière);
- Conversation avec M. Robert B. Zoellick, président de la Banque mondiale (discours liminaire);
- Lutter contre les changements climatiques mondiaux (séance plénière);
- Encourager la coopération internationale en matière d'énergie et d'environnement (séance plénière).

## **La gestion de l'eau dans un monde en mutation**

### **Peter Gleick, *Pacific Institute***

- Les plus grands défis ne sont pas les terres, l'énergie, l'exploitation minière, les changements climatiques, etc., mais l'eau.
- L'Ouest américain réfléchit depuis longtemps à l'eau.
- Les conflits autour de l'eau grandissent à cause de facteurs tels que :
  - le nombre limité de solutions traditionnelles aux problèmes d'eau
  - des ressources en eau finies pour une population croissante
  - l'effondrement des écosystèmes
  - les conflits entre et parmi les utilisateurs, y compris l'agriculture, les zones urbaines et les intérêts environnementaux
  - les conflits entre États et entre pays, car les frontières politiques et les frontières des bassins hydrologiques ne coïncident pas
- Pour « régler le problème » de l'approvisionnement en eau, il faudra revoir ce que l'on entend par « offre » et « demande ».
- De meilleures institutions sont nécessaires pour gérer l'eau et la qualité de l'eau doit être mieux protégée.
- Il faut tenir compte des considérations relatives aux changements climatiques dans les plans de gestion des eaux; de même, l'eau doit être prise en compte dans l'aménagement du territoire.
- Les options traditionnelles sont limitées en ce qui concerne l'approvisionnement en eau, mais il est possible de repenser l'approvisionnement, y compris par une réutilisation.
- Il faut envisager la demande autrement; en effet, celle-ci n'est pas obligée d'augmenter avec la croissance économique et démographique, puisqu'il existe des façons plus « intelligentes » de faire les choses – y compris de produire l'alimentation – en consommant moins d'eau.
- La perte de manteau neigeux est un problème climatique sérieux.
- Il est important de réussir à bien gérer l'eau et de faire part des pratiques exemplaires.
- Il est possible de tirer des enseignements des échecs autant que des succès.
- Les questions relatives à l'eau doivent être gérées au niveau voulu, en gardant à l'esprit que bien des problèmes en la matière sont locaux, tandis que d'autres doivent être gérés à l'échelle du bassin hydrologique et d'autres encore, au

niveau fédéral; il est important de déterminer à quel niveau il faut intervenir et, ensuite, de bien faire les choses.

- Les réseaux de stockage des eaux doivent être mieux exploités, car il n'y aura pas toujours d'espace pour un nouveau barrage.
- Les régimes qui régissent les droits relatifs à l'eau varient d'un État à l'autre de l'Ouest des États-Unis, et il y a des différences entre les réseaux d'eau souterraine.

### **Eilon Adar, *Université Ben-Gourion du Néguev***

- Jusque récemment, on pensait que les problèmes d'eau étaient des problèmes de pays en développement.
- Au Moyen-Orient, toutes les grandes ressources en eau sont transfrontalières, car l'eau ne connaît pas de frontières nationales, internationales, étatiques, de surface ou souterraines.
- L'eau est un bien rare au Moyen-Orient, et elle peut provoquer des conflits politiques comme elle peut susciter une coopération régionale.
- Il faut trouver le moyen de mieux utiliser l'eau.
- Il faut parvenir à :
  - mieux économiser les ressources en eau
  - dessaler l'eau de mer et les eaux saumâtres, en ayant conscience des besoins en énergie d'une telle activité

### **Doug Miell, *Miell Consulting***

- En Australie comme ailleurs dans le monde, les collectivités et les industries sont confrontées à des problèmes tels que des sécheresses prolongées, la diminution des eaux de ruissellement, la baisse du niveau des réservoirs et la croissance urbaine.
- En Australie, certaines petites localités n'ont plus d'eau et le niveau des réservoirs de certaines villes est tombé à 17 %.
- Il faut encourager les comportements souhaitables.
- Il est peut-être important, quand on cherche à régler les problèmes relatifs à l'eau, de repérer, entre autres, les principaux moteurs de la technologie et des droits de propriété.
- Un certain nombre de mesures sont à prendre pour stimuler la technologie :
  - examiner les pratiques existantes
  - investir dans la recherche-développement
  - veiller à ce que l'on dispose de données précises et à jour
  - s'investir dans l'éducation et la formation
  - faire en sorte qu'il y ait en place un régime de fixation des prix équitables et que les marchés de l'eau soient transparents
  - prendre des engagements envers de nouvelles techniques
  - veiller à la bonne planification des activités, en mettant l'accent sur la viabilité
  - assurer une bonne communication

- Il n'existe pas de solution miracle, mais des données exactes et à jour sont nécessaires à l'appui des décisions de gestion.
- En Australie, le secteur agricole examine la capacité hydrologique des sols et d'autres éléments structurels des sols, et prend des mesures pour réduire l'évaporation d'eau et les fuites d'eau, etc.
- L'objectif devrait être de viser à une gestion intégrée des ressources en eau.

### **Cameron Brooks, *IBM Corporation***

- Un seul organisme de surveillance fiable de la consommation d'eau est nécessaire.
- La gestion de l'information est certes difficile en ce qui concerne l'eau, mais il existe des solutions technologiques dans un certain nombre de domaines, y compris :
  - l'instrumentation, comme les capteurs et les compteurs intelligents
  - les renseignements, avec des outils de prévision, par exemple
  - l'interconnectivité, grâce aux technologies de gestion de réseau, par exemple, pour réunir les données dans un seul cadre
- Il existe déjà beaucoup de technologie, mais pas de cadre commun pour regrouper les données, les communiquer, etc.
- Avec les technologies existantes, les commissions chargées des services publics peuvent savoir si un ménage en particulier a des toilettes et une douche à faible débit, quel type de machine à laver il utilise, etc., et ces renseignements permettent de cibler les mesures qui visent à encourager une meilleure consommation de l'eau.

### **Ce que pensent réellement les Américains**

#### **Frank Luntz, *The Word Doctors***

- De toutes les régions des États-Unis, c'est l'Ouest qui est le plus contrarié, le plus négatif et le plus inquiet au sujet de la direction du pays.
- L'Ouest américain, c'était autrefois ces grands espaces où l'on était plus optimiste que pessimiste; le changement de perspective est lié à la notion de responsabilité.
- Les deux principes les plus importants lorsque l'on gouverne, que l'on est dans les affaires, etc. sont la responsabilité et le bon sens.
- Les citoyens veulent des gouvernements qui apportent des solutions et qui fassent preuve d'audace.
- Une absence relative d'amélioration entre les générations entraîne pessimisme et négativité, et amène à croire que le rêve américain se perd.
- Les électeurs veulent voir un changement, maintenant; en outre, plus le changement est spectaculaire, plus ils y seront favorables.
- Les Américains veulent plusieurs choses, dont celles-ci :
  - moins de tracas
  - plus de choix
  - plus de temps (en tête des priorités pour les femmes)
  - moins de soucis

- plus d'argent (en tête des priorités pour les hommes)
- L'Ouest américain fait moins confiance à Washington que toute autre région des États-Unis; en fait, ses habitants sont convaincus que le gouvernement fédéral fait des promesses qu'il est incapable de tenir ou qu'il ne tiendra pas.
- L'économie arrive en tête des préoccupations des habitants des États de l'Ouest des États-Unis; ils font passer la croissance économique avant les initiatives environnementales.
- De toutes les régions des États-Unis, l'Ouest est celle qui est la plus favorable au libre-échange et où les opposants au libre-échange sont le moins nombreux.
- Parmi les mots et expressions les « plus importants » figurent :
  - imaginez
  - conséquences
  - résultats
  - solutions
  - défis américains
  - stabilité
  - responsabilité
  - sécurité
  - reprise
  - s'engager sur le long terme
  - carrière
  - engagement
- « Renouvelable » passe-avant « propre ».
- « Durable » représente le statu quo; « plus propre », « plus sûr » et « plus sain » sont mieux que le statu quo.
- Les gens veulent que les politiques disent ce qu'ils pensent et pensent ce qu'ils disent.

## **Exploiter le potentiel de l'Ouest en matière d'énergie renouvelable**

### **Secrétaire Ken Salazar, *département de l'Intérieur des États-Unis***

- L'avenir énergétique des États-Unis est un dossier clé pour le président Obama, son cabinet et les gouverneurs du pays.
- Le département de l'Intérieur des États-Unis a un ensemble de terrains et d'intérêts répartis dans tout le pays et il est responsable de 20 % de la masse terrestre nationale ainsi que de différentes parties du plateau continental.
- Le dossier de l'eau, sur laquelle les changements climatiques ont des effets, est essentiel.
- Les États de l'Ouest des États-Unis ont du potentiel dans des énergies renouvelables telles que l'énergie solaire, éolienne, géothermique, etc.; le défi réside dans l'exploitation de ce potentiel inexploité.
- La capacité de transport doit relier production et consommation, et les installations doivent être implantées logiquement, par exemple, pas dans des passages fauniques.
- Les demandes devraient être traitées plutôt qu'oubliées sur une étagère.

### **Secrétaire Steven Chu, *département de l'Énergie des États-Unis***

- Les normes du portefeuille de l'énergie renouvelable ont été adoptées par 34 États, dont les sept États de la *Western Climate Initiative* (initiative de l'Ouest sur le climat).
- L'industrie des énergies renouvelables sera une industrie de pointe.
- Les États-Unis doivent reconquérir la fabrication et la technologie haut de gamme et en devenir des chefs de file.
- *L'American Recovery and Reinvestment Act* de 2009 prévoit des fonds pour des mesures liées à l'énergie telles que le transport haute tension de la prochaine génération, la modernisation des réseaux de distribution d'électricité, etc.

### **Secrétaire Tom Vilsack, *département de l'Agriculture des États-Unis***

- Le transport de l'énergie est une question essentielle, et le département de l'Agriculture des États-Unis comprend que l'implantation des pylônes pose de réels problèmes.
- L'infrastructure de transport de l'énergie influe, entre autres, sur les plans relatifs à la végétation.
- Des efforts sont déployés pour rationaliser le processus, le simplifier et arriver à prendre des décisions en temps opportun, etc.
- Il faut planifier de manière à réduire les impacts au minimum.

### **Jon Wellinghoff, *Federal Energy Regulatory Commission***

- Les consommateurs doivent se voir offrir une énergie à prix raisonnable.
- L'approvisionnement énergétique doit être amélioré, tout spécialement en ce qui concerne l'énergie renouvelable.
- Les activités de la *Federal Energy Regulatory Commission* (commission fédérale de réglementation de l'énergie) en ce qui a trait au transport de l'énergie comprennent la planification, le choix des emplacements et la répartition des coûts.
- Une planification régionale est nécessaire, et l'accent doit être mis sur l'interconnectivité.
- En ce qui concerne le choix des emplacements, les États devraient collaborer avec le département de l'Intérieur des États-Unis.
- Pour ce qui est de l'énergie renouvelable, il faut mettre l'accent sur l'offre et sur la demande.
- Il incombe à la *Federal Energy Regulatory Commission* de veiller à la fiabilité du réseau de distribution d'électricité inter-États.

### **Nancy Sutley, *Conseil de la Maison-Blanche sur la qualité de l'environnement***

- Le Conseil de la Maison-Blanche sur la qualité de l'environnement s'efforce de rassembler les départements et organismes.
- Les États-Unis doivent faire en sorte de devenir une économie qui repose sur l'énergie propre.

## **Conversation avec M. Robert B. Zoellick, président de la Banque mondiale**

### **Robert Zoellick, *Banque mondiale***

- La Banque mondiale, qui a une soixantaine d'années d'existence, appuie le développement et encourage la reconstruction; elle s'acquitte actuellement de sa mission en participant à des activités comme les suivantes :
  - relancer le financement du commerce extérieur
  - recapitaliser le financement bancaire
  - offrir des micro-financements
  - financer de nouveaux vaccins
  - proposer des transferts de fonds conditionnels
- La Banque mondiale peut aider dans les pays en développement, mais aussi dans les pays développés.
- Il y a beaucoup de capacité inutilisée dans le monde; les États-Unis ont toujours été demandeurs.
- En ce qui concerne la crise économique et financière actuelle, il y aura une « deuxième vague » d'effets; par exemple, l'endettement sur les cartes de crédit va augmenter parallèlement au chômage.
- Avec la montée du chômage, les pressions protectionnistes se réveilleront; or il est dangereux d'ériger des obstacles au commerce.
- Le système financier canadien est relativement mieux réglementé.
- Il y a des spéculations autour du G-2 : États-Unis et Chine.
- Les États-Unis ont beaucoup consommé et la Chine a beaucoup épargné.

## **Lutter contre les changements climatiques mondiaux**

### **Robert Zoellick, *Banque mondiale***

- Le monde ne peut s'attaquer aux changements climatiques mondiaux sans mobiliser les pays en développement.
- Les pays pauvres subiront de façon disproportionnée les effets des changements climatiques.
- Le déboisement est la deuxième cause d'émission de dioxyde de carbone, par ordre d'importance.
- Les négociations qui auront lieu à la conférence sur les changements climatiques, en décembre 2009, à Copenhague, porteront autant sur les finances et le développement que sur le climat.
- Les décisions prises cette année existeront pendant des décennies, et un dialogue continu sera nécessaire.

## **Secrétaire Steven Chu, *département de l'Énergie des États-Unis***

- Les nouvelles relatives aux changements climatiques sont mauvaises; au pôle Nord, la calotte glaciaire continue de fondre – la moitié a disparu au cours des 10 dernières années – et le niveau des océans continue de monter et à un rythme croissant.
- Le climat change et ce, relativement plus vite qu'on ne le prévoyait.



- Chacun a droit à ses propres opinions, mais on ne peut inventer ses propres faits.
- Avec la diminution du manteau neigeux, le réseau de stockage des eaux est menacé.
- La forêt alpine disparaît, avec des effets préjudiciables.
- Dans l'Ouest américain, on prévoit un stress hydrique très important, sauf dans le Pacifique Northwest.
- La question de l'efficacité énergétique est importante.

### **Secrétaire Tom Vilsack, *département de l'Agriculture des États-Unis***

- La science est claire au sujet des changements climatiques et il se révélera coûteux d'attendre.
- Le monde s'attend à un leadership américain à propos des changements climatiques.
- L'administration Obama entend régler les questions relatives aux changements climatiques, et les mesures adoptées par le Congrès américain le montreront clairement.
- Il faut reconnaître que les agriculteurs et les éleveurs ont toujours été les intendants de l'environnement.
- Alors que les agriculteurs et les éleveurs jouent un rôle clé dans les changements climatiques et dans les solutions qui y sont apportées, certains se montrent sceptiques; en fait, ils tiennent beaucoup à participer au processus.
- Pour les agriculteurs et les éleveurs, les changements climatiques influent sur les décisions relatives à l'utilisation des sols, au choix des cultures, au moment de l'emploi d'engrais et à sa fréquence, etc.

### **Nick Bridge, *Ambassade de Grande-Bretagne***

- Le débat politique sur les changements climatiques est terminé; nous devons maintenant concentrer notre énergie sur ce qu'il faut faire à présent.
- Les cours du pétrole sont extrêmement instables.
- Une taxe sur le carbone de 35 \$ à 40 \$ la tonne, ou 15 \$ à 20 \$ le baril de pétrole, est nécessaire pour assurer la stabilité.
- Le Royaume-Uni n'a pas l'impression de jouir d'une sécurité énergétique.
- Le Royaume-Uni entend suivre une approche de portefeuille pour relever ses défis énergétiques.
- Quant au débat sur le pour et le contre relatifs d'une taxe sur les émissions carboniques, au lieu d'un système de plafonnement et d'échanges, il est à noter qu'avec une taxe, il n'y a aucune garantie d'obtenir le résultat escompté.
- Au Royaume-Uni, il y a un ministère de l'Énergie et des Changements climatiques, puisque ces deux sujets vont forcément de pair.
- Les changements climatiques, problème mondial, figurent parmi les quatre grandes priorités de la politique étrangère du Royaume-Uni.
- Les émissions diminuent au Royaume-Uni en même temps que l'économie croît et ce, en partie au moins, parce que les milieux d'affaires se montrent d'un grand soutien, tout comme l'ensemble des partis.

- Comme la Chine sera très dépendante du charbon dans les 50 prochaines années, il faut parler avec elle de mesures de captage et de stockage du CO<sub>2</sub>.
- Un appui financier devrait être apporté aux pays les plus pauvres pour les aider dans les efforts qu'ils déploient face aux changements climatiques.

### **Nancy Sutley, *Conseil de la Maison-Blanche sur la qualité de l'environnement***

- Le président Obama estime que les États-Unis doivent accepter d'affronter les menaces que posent les changements climatiques.
- Les États ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre des politiques relatives à l'énergie propre.
- Une économie vigoureuse et un environnement sain vont de pair et peuvent coexister.
- Si l'on s'attaque comme il faut aux problèmes relatifs aux changements climatiques et à la sécurité énergétique, les bases d'un avenir prospère et durable seront jetées.
- Les États-Unis doivent faire en sorte de moins dépendre de l'étranger pour leur énergie.
- L'idée sous-jacente de *l'American Recovery and Reinvestment Act* de 2009 était de stimuler l'économie américaine aujourd'hui pour jeter les bases de la prospérité future.
- Le réseau américain de transport d'énergie électrique devrait être étendu et modernisé; de plus, un réseau intelligent ouvre des possibilités.

### **Encourager la coopération internationale en matière d'énergie et d'environnement**

#### **Eric Heitz, *The Energy Foundation***

- De nouvelles technologies pour une énergie propre peuvent faire prospérer une économie avec beaucoup moins de pollution.
- Les émissions de gaz à effet de serre de la Chine et des États-Unis sont énormes.
- C'est un mythe que la Chine ne fasse rien par rapport à l'énergie propre ou aux changements climatiques; en fait, le pays a adopté une série de politiques ambitieuses en matière d'énergie propre.
- Nombre de dirigeants chinois sont ingénieurs de formation et ils savent que de nouvelles technologies et de nouvelles méthodes s'imposent.
- La Chine investit dans les énergies renouvelables et elle conclut des accords d'efficacité avec les industries dont les émissions polluantes sont importantes.
- La Chine veut être un concurrent sur le marché mondial de l'automobile; comme elle n'a pas beaucoup de pétrole, elle veut proposer au monde des voitures économes, en fait, des voitures hybrides alimentées à l'électricité, etc.
- *L'American Recovery and Reinvestment Act* de 2009 prévoit des mesures pour encourager à utiliser des véhicules économes en énergie.

- Voici des domaines où il peut y avoir une coopération et un partage internationaux :
  - capture et stockage du CO<sub>2</sub>
  - énergie solaire
  - systèmes d'accumulateurs perfectionnés pour véhicules électriques
  - protocoles et dispositifs pour réseau intelligent
  - systèmes de bâtiment super-efficacients
- Pour avancer avec la Chine, il faut comprendre quels sont les intérêts nationaux du pays.

**Susan Shirk, *Université de Californie***

- Les États-Unis et la Chine sont les deux principaux consommateurs d'énergie et producteurs de gaz à effet de serre du monde; ils devraient donc coopérer afin de réduire les émissions et d'instaurer des économies à faibles émissions de CO<sub>2</sub>.
- La conférence de Copenhague sur les changements climatiques, qui aura lieu en décembre 2009, arrive trop tôt, en fait, pour qu'il y ait une percée, car les États-Unis n'ont pas encore adopté la réglementation voulue et la Chine attend de voir ce que font les États-Unis.
- Les États-Unis et la Chine devraient coopérer; pendant trop longtemps, les deux pays se sont servis l'un de l'autre comme excuse pour ne rien faire.
- La Chine et les États-Unis ont des enjeux politiques intérieurs qu'il faudra gérer pour arriver à une coopération; de plus, pour améliorer les chances de coopération, il faudra tenir compte des propres intérêts de la Chine et s'en servir.
- Les engagements de la Chine paraîtront très différents de ceux des États-Unis; ce manque de comparabilité peut être avantageux.
- Il ne faut pas que les mesures prises pour réduire les émissions de gaz à effet de serre donnent l'impression de viser à limiter la croissance économique de la Chine et sa nouvelle place de puissance économique.
- Aux États-Unis, plus de 70 % des émissions de CO<sub>2</sub> viennent d'activités de consommation; en Chine, plus de 70 % viennent d'activités industrielles, en particulier en relation avec les secteurs de la sidérurgie, du ciment, des produits chimiques, du papier et de l'aluminium.
- Ce qui motive la Chine pour agir, ce sont notamment :
  - la pollution de l'eau et de l'air, qui menace la santé et, par conséquent, le régime communiste
  - amener les capitales provinciales – à la traîne par rapport à Beijing dans leur compréhension de la nature et de l'ampleur du problème des changements climatiques – à appliquer les décisions prises à Beijing, car elles aiment lancer de grands chantiers créateurs d'emplois, favorisant le patronage d'entreprises, etc., et à renforcer les capacités de surveillance, d'établissement de rapports, de vérification, etc.
  - les ambitions de leadership de la Chine, qui aspire à être un chef de file mondial en matière de technologie verte afin d'être en tête du marché international des voitures propres.
- La menace des changements climatiques représente une menace mondiale.

Respectueusement soumis,

L'hon. Jerahmiel Grafstein, c.r., sénateur  
coprésident  
Groupe interparlementaire  
Canada-États-Unis

Gord Brown, député  
coprésident  
Groupe interparlementaire  
Canada-États-Unis

## **Annexe A**

### **ÉTATS REPRÉSENTÉS DANS LA WESTERN GOVERNORS' ASSOCIATION**

Alaska

Arizona

Californie

Colorado

Dakota du Nord

Dakota du Sud

Hawaii

Idaho

Kansas

Montana

Nebraska

Nevada

Nouveau-Mexique

Oklahoma

Oregon

Texas

Utah

Washington

Wyoming

## Dépenses de voyage

<b>ASSOCIATION</b>	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
<b>ACTIVITÉ</b>	Réunion annuelle de la <i>Western Governors' Association</i> 2009
<b>DESTINATION</b>	Park City, Utah, États-Unis d'Amérique
<b>DATES</b>	Du 14 au 16 juin 2009
<b>DÉLÉGATION</b>	
SÉNAT	L'hon. Jerry Grafstein, c.r., sénateur, coprésident
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Brad Trost, député, vice-président
PERSONNEL	Mme June Dewetering, analyste
<b>TRANSPORT</b>	<b>2 159.70 \$</b>
<b>HÉBERGEMENT</b>	<b>1 889.89 \$</b>
<b>HOSPITALITÉ</b>	<b>Ø \$</b>
<b>INDEMNITÉS JOURNALIÈRES</b>	<b>634.80 \$</b>
<b>CADEAUX OFFICIELS</b>	<b>Ø \$</b>
<b>DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION</b>	<b>3 537.32 \$</b>
<b>TOTAL</b>	<b>8 221.71 \$</b>